

Affaires courantes

• (1210)

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Madame la Présidente, j'ai une pétition à déposer au nom d'un grand nombre de Canadiens à qui déplaît la façon dont le gouvernement tente d'imposer les imprimés et les services.

Il est à espérer que le premier ministre répondra aux prières de nos enfants et des étudiants et qu'il adoptera une mesure législative ne taxant pas les avantages fondamentaux dont ils jouissent pendant qu'ils sont aux études.

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Merritt): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de m'opposer à la TPS au nom de citoyens canadiens.

Je prends la parole au nom d'Ontariens de la région de Barrie et de Mississauga pour demander au gouvernement de réviser son projet actuel en vue d'imposer une taxe plus juste que la TPS.

Les pétitionnaires demandent au Sénat de ne pas adopter le projet de loi à la hâte, de repenser l'orientation du régime fiscal, mais d'abandonner le projet de taxe sur les produits et services.

LES REVENDICATIONS TERRITORIALES

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, il me fait plaisir de présenter deux pétitions.

Ces deux pétitions se rapportent au désappointement qu'ont ressenti les autochtones du Canada face au traitement que leur réserve le gouvernement fédéral. Les pétitionnaires des régions de la rivière Seine et des rapides Manitou demandent au gouvernement de prendre des mesures pour régler les revendications territoriales et reconnaître les droits de leur population. Il est à espérer que les autorités fédérales n'hésiteront pas à agir pour éviter d'envenimer les relations raciales au Canada et de continuer à susciter des actes racistes dangereux et bêtes.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. George Proud (Hillsborough): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter des pétitions au nom de nom-

breux Canadiens, qui demandent d'exempter la chose imprimée de la taxe pour qu'elle continue d'être une fourniture détaxée. Cette exemption de la TPS bénéficierait à tous les Canadiens qui vont à l'école.

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter des pétitions au nom d'un certain nombre de Canadiens qui sont contre la TPS. Ils s'opposent, entre autres, à l'imposition de cette taxe sur les livres, les journaux et tous genres de matériel d'apprentissage. Ils demandent humblement au Parlement de retirer le projet de loi.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Mme le vice-président: Les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

M. Boudria: Madame la Présidente, le secrétaire parlementaire se rappelle sans doute que je lui ai demandé, en privé, il y a environ une semaine, pourquoi on n'avait pas encore répondu à une question marquée d'un astérisque qui figure au *Feuilleton* en mon nom depuis au moins six mois.

Il peut peut-être nous donner la réponse maintenant, ou il pourra s'informer et rendre compte à ce sujet le plus tôt possible.

M. Cooper: Madame la Présidente, je profite de l'occasion pour signaler qu'on a répondu à 245 ou 85,1 p. 100 des 288 questions prioritaires qui ont été posées.

On a aussi répondu à 86 des 100 questions ordinaires. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour donner satisfaction aux députés et leur obtenir les réponses le plus rapidement possible.

Le député parle de la question 295. J'ai reçu une réponse que je ne trouvais pas satisfaisante. Parce que nous veillons à ne donner au député que la meilleure information, j'ai demandé qu'on révisé la réponse, que je lui communiquerai le plus tôt possible.